



# نشاطات الوزير

## *Minister's activities*



jeudi 09 avril 2026 22:25

## Le ministère de l'agriculture lance "le crédit fournisseur" destiné à financer l'acquisition des produits phytosanitaires



ALGER - Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a supervisé, jeudi à Alger, le lancement du "crédit fournisseur" permettant aux agriculteurs, notamment ceux à faibles revenus, d'acquérir les produits phytosanitaires, en remboursant les frais après la vente de la récolte, et ce après le début de son application au cours de cette année concernant l'acquisition des semences et des engrais.

L'annonce du lancement de ce nouveau mécanisme de financement visant à assurer la protection phytosanitaire des récoltes, est intervenue lors d'une réunion de travail élargie, présidée par le ministre dans le cadre du suivi de l'application du programme de développement de la filière céréalière pour la saison 2025-2026, en présence des différents acteurs de la filière, au cours de laquelle a été évalué le taux d'application sur le terrain des procédures visant à soutenir les producteurs et à améliorer la rentabilité de la production.

Le ministre a souligné que ce crédit "facilite l'accès des agriculteurs aux intrants agricoles, notamment durant les périodes sensibles, exigeant une intervention rapide et efficace pour protéger les récoltes".

Il s'inscrit dans le cadre du renforcement de la protection phytosanitaire des récoltes et la garantie d'une intervention au moment opportun pour lutter contre les maladies et les fléaux, ce qui contribuera à réduire les pertes et à augmenter la productivité, notamment à la lumière des défis liés aux dangers phytosanitaires menaçant la filière céréalière, les prévisions indiquant que les maladies phytosanitaires pourraient entraîner la perte de près de 40% des récoltes par an, en cas d'absence d'un traitement efficace au moment opportun, selon les données présentées par le ministre.

M. Oualid a souligné l'importance de passer à une nouvelle approche basée sur le suivi scientifique minutieux et l'évaluation constante de terrain, en insistant sur le respect du parcours technique, notamment en ce qui concerne les opérations de fertilisation et de traitement des plantes, constituant des facteurs décisifs pour améliorer le rendement par hectare.

Il a également salué la dynamique positive de la campagne actuelle, soutenue par des conditions climatiques favorables et d'un ensemble de mesures prises, notamment la fourniture de semences sans prépaiement grâce au "crédit fournisseur", ce qui a permis à des milliers d'agriculteurs, en particulier ceux ayant des difficultés financières, de semer à temps.

Parmi ces mesures figure la mise en place de cellules de suivi post-semis au niveau des wilayas productrices pour accompagner les agriculteurs à chaque étape de la croissance des cultures, en leur fournissant des conseils pratiques sur l'utilisation optimale des produits phytosanitaires et les bonnes pratiques de pulvérisation.

Les mesures mises en œuvre comprennent également la garantie d'un approvisionnement suffisant en engrais et l'octroi d'une quantité supplémentaire de 50% d'engrais azotés, ce qui reflète l'augmentation de la production et "aura un impact positif sur le rendement", selon le ministre qui a rappelé dans le même contexte le déploiement pour la première fois de drones cette saison pour surveiller les cultures et suivre précisément la fertilisation et il est prévu d'utiliser également des drones pour le traitement des plantes afin d'améliorer le ciblage, de réduire l'utilisation de produits chimiques et de renforcer la lutte contre les maladies.

Par ailleurs, 368 journées d'orientation ont été organisées en février et mars, au profit de plus de 3800 agriculteurs, avec la poursuite de ces efforts pendant la phase de traitement chimique.

La réunion a porté également sur les préparatifs en cours pour la campagne moisson-battage, le ministre ayant donné des instructions pour renforcer les moyens logistiques, augmenter les capacités de stockage et accélérer la cadence du renouvellement du parc national de machines agricoles, dans le cadre de la concrétisation du programme de mécanisation décidé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

La rencontre a été marquée par une large participation de cadres du secteur, de représentants d'organismes professionnels et des entreprises publiques concernées, des experts d'instituts techniques outre la présence remarquable de plusieurs start-up proposant des solutions innovantes dans le domaine du suivi sanitaire des cultures.

## Filière céréales : Yacine Oualid lance le « crédit fournisseur » pour sécuriser la moisson



Le ministère de l'agriculture mobilise tout le secteur pour réussir la campagne de moisson 2025-2026

**Un mécanisme de financement inédit, des drones, 330 moissonneuses-batteuses et 1 800 tracteurs commandés : le gouvernement algérien orchestre en quelques jours une mobilisation sans précédent autour de la campagne moisson-battage 2025-2026, dont le coup d'envoi est fixé au 12 avril dans les wilayas du Sud.**

À quelques jours du lancement officiel de la récolte céréalière, le ministre de l'Agriculture, Yacine El-Mahdi Oualid, a réuni ce jeudi 9 avril l'ensemble des acteurs de la filière pour dresser un bilan d'étape de la saison et annoncer une mesure centrale : le lancement du crédit fournisseur, un dispositif de financement inédit qui permet aux agriculteurs d'acquérir semences, engrais et produits phytosanitaires sans déboursier un centime avant la vente de la récolte.

Cette décision cible en premier lieu les petits exploitants, majoritaires dans la filière, qui renoncent souvent aux traitements phytosanitaires faute de trésorerie disponible au bon moment. Une absence qui coûte cher : selon les estimations présentées lors de la réunion, les maladies des plantes peuvent détruire jusqu'à 40 % d'une récolte annuelle si aucune intervention n'est menée à temps.

### ***Un mécanisme taillé pour ceux que le système bancaire laisse de côté***

Le crédit fournisseur ne passe pas par une banque. L'agriculteur reçoit ses intrants directement du fournisseur et ne rembourse qu'après commercialisation de sa récolte. Ce mécanisme, bien rodé dans le secteur maraîcher algérien depuis des années à l'échelle informelle, est désormais institutionnalisé et étendu à la filière céréalière, historiquement restée à l'écart de ces pratiques en raison de la forte main mise de l'État sur les circuits de commercialisation.

Son annonce s'inscrit dans un contexte de réforme plus large du financement agricole. Depuis mars 2026, toutes les banques publiques — BADR, BNA, CPA, BDL, CNEP-Banque et BEA — ont été mobilisées pour financer les projets du secteur, l'État prenant en charge l'intégralité des intérêts. Le crédit fournisseur vient compléter ce dispositif pour les besoins d'intrants en cours de campagne, là où le crédit bancaire classique reste trop lent et trop lourd à mobiliser.

La semence fournie sans avance de trésorerie a permis à des milliers d'agriculteurs, notamment ceux en difficulté financière, de semer dans les délais. C'est ce même principe que le crédit fournisseur étend désormais aux produits phytosanitaires.

### **Drones, coopératives et cellules de suivi**

Le dispositif d'accompagnement déployé depuis le début de la saison témoigne d'un changement d'approche. Des cellules de suivi post-semis ont été déployées dans toutes les wilayas productrices, chargées d'accompagner les agriculteurs à chaque stade de croissance du blé. En deux mois, 368 journées de conseil ont été organisées, touchant plus de 3 800 producteurs.

La nouveauté technologique de la saison, c'est le drone. Utilisé pour la première fois à grande échelle dans la filière céréalière algérienne, il permet un suivi précis des cultures et un contrôle de la fertilisation. Le ministère entend l'étendre aux traitements phytosanitaires, avec l'objectif de réduire les quantités de produits chimiques épandus tout en améliorant la précision et l'efficacité des interventions.

### **Tout pour doubler le rendement**

Quatre jours plus tôt, le 5 avril, lors du Conseil des ministres, le président Tebboune avait donné le ton : il a enjoint au ministre de l'Agriculture d'assurer « dans les plus brefs délais une préparation optimale » pour une campagne qui « s'annonce qualitative au regard des conditions climatiques favorables ». Le lendemain, à Sidi Bel Abbès, un accord était signé entre la société PMAT et le groupe public Agrodiv pour la fourniture de 330 moissonneuses-batteuses et 1 800 tracteurs, tous fabriqués localement sous licence Sampo, via la filiale AgroDrive.

En parallèle, un Conseil national de la mécanisation agricole a été institué pour assurer la maintenance du parc et la disponibilité des pièces de rechange — un maillon longtemps négligé qui conduit à l'immobilisation de matériel en pleine récolte. La première session de formation spécialisée à la conduite et l'entretien des moissonneuses-batteuses s'est tenue le même jour dans l'usine Sampo de Sidi Bel Abbès. L'objectif chiffré est clair : passer de 15 à 30 quintaux par hectare.

### **L'enjeu macroéconomique est de taille**

L'effervescence autour de la moisson 2026 prend tout son sens à la lumière des chiffres. L'Algérie est le deuxième plus grand importateur de produits alimentaires d'Afrique, derrière l'Égypte. En 2024, la facture a dépassé 10,97 milliards de dollars, en hausse de près de 11 % sur un an, tirée en particulier par les céréales, la viande et les légumes secs. Réduire cette dépendance est devenu un impératif politique autant qu'économique.

Pour y répondre, l'État a alloué 764,2 milliards de dinars — soit environ 5,84 milliards de dollars — au secteur agricole dans la loi de finances 2026, en hausse de 4 % par rapport à 2025. Le projet Baladna, fruit d'un partenariat avec le groupe qatari Estithmar, est entré en phase opérationnelle fin 2025 à Adrar, avec un objectif de production de 194 000 tonnes de lait en poudre à terme. L'accord avec l'italien Bonifiche Ferraresi porte quant à lui sur 36 000 hectares de blé dur et légumineuses à Timimoun et Adrar, pour un investissement de 420 millions d'euros.

La campagne 2025-2026 est ainsi bien plus qu'une opération agricole saisonnière. Elle constitue le premier test grandeur nature d'une stratégie nationale de souveraineté alimentaire dont les jalons se multiplient à un rythme inédit depuis deux ans. Les wilayas du Sud sonnent le départ dès le 12 avril. Le reste du pays suivra dans les semaines qui viennent.

LE CRÉDIT FOURNISSEUR ÉLARGI AUX PRODUITS PHYTOSANITAIRES

# Dynamique «positive» dans la filière céréalière

● Le ministre de l'Agriculture, Yacine El Mahdi Oualid, a relevé l'importance de passer à une nouvelle approche basée sur le suivi scientifique minutieux et l'évaluation constante de terrain, en insistant sur le respect du parcours technique, notamment en ce qui concerne les opérations de fertilisation et de traitement des plantes.



PHOTO : DR

Campagne de labours-semilles

**D**u nouveau pour les agriculteurs en matière de financement de leur activité. La formule intitulée «crédit fournisseur» permet désormais aux professionnels du secteur, particulièrement ceux à faibles revenus, d'acquérir des produits phytosanitaires via ce mécanisme dédié justement à la protection des récoltes. L'objectif étant de soutenir les producteurs mais aussi d'améliorer la rentabilité de la production.

Cette mesure s'inscrit dans le cadre du renforcement de la protection phytosanitaire des récoltes et la garantie d'une intervention au moment opportun pour lutter contre les maladies et les fléaux. Et ce d'autant que les prévisions indiquent que les maladies phytosanitaires pourraient entraîner la perte de près de 40% des récoltes par an, en cas d'absence d'un traitement efficace au moment opportun, selon les données présentées par le

ministre. Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El Mahdi Oualid, a officiellement lancé le 9 avril ce mode de financement au profit de la protection des récoltes. Et ce, après le début de son application au cours de cette année, concernant l'acquisition des semences et des engrais. Ce qui a permis à des milliers d'agriculteurs, en particulier ceux ayant des difficultés financières, de semer à temps.

Ce qui augure aussi d'une bonne récolte céréalière, surtout que les conditions climatiques ont été au rendez-vous avec des taux de pluviométrie enregistrés dans les régions à vocation céréalière. Le ministre de l'Agriculture a d'ailleurs qualifié la dynamique dans cette filière de «positive» à l'occasion d'une réunion tenue dans le cadre du suivi de l'application du programme de développement de la céréaliculture pour la saison 2025-

2026. Une série de mesures a été mise en œuvre pour assurer la réussite de la saison. Il y a eu, selon le ministre, la garantie d'un approvisionnement suffisant en engrais et l'octroi d'une quantité supplémentaire de 50% d'engrais azotés. Ce qui reflète l'augmentation de la production et «aura un impact positif sur le rendement», prévoit aussi M. Oualid. Et de rappeler dans le même contexte le déploiement pour la première fois de drones cette saison pour surveiller les cultures et suivre précisément la fertilisation.

## LA MÉCANISATION AU RENDEZ-VOUS DE LA CAMPAGNE MOISSON-BATTAGE

Le ministre a, par ailleurs, relevé l'importance de passer à une nouvelle approche basée sur le suivi scientifique minutieux et l'évaluation constante de terrain, en insistant sur le respect du parcours technique, notamment en ce

qui concerne les opérations de fertilisation et de traitement des plantes.

La réunion a porté également sur les préparatifs en cours pour la campagne moisson-battage, M. Oualid ayant donné des instructions pour renforcer les moyens logistiques, augmenter les capacités de stockage et accélérer la cadence du renouvellement du parc national de machines agricoles.

A ce sujet, le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a affiché, depuis Constantine, l'engagement de son département ministériel à satisfaire les besoins nationaux en matière de mécanisation agricole à travers des volumes «conséquents» d'équipements produits localement, notamment les tracteurs et les moissonneuses-batteuses.

«Une partie de ces équipements sera disponible avant le lancement de la campagne moisson-battage dans les régions du sud du pays», a-t-il annoncé, selon les déclarations rapportées par l'APS. Et de préciser : «Le programme arrêté est mis en œuvre en coordination avec le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche et repose sur la mobilisation des capacités nationales de production d'équipements agricoles afin de répondre à une demande croissante.»

Le ministre a également relevé que le processus de mécanisation agricole «progresses dans la bonne direction», grâce aux moyens mobilisés par l'Etat.

Les efforts consentis dans ces cadres s'inscrivent, selon le ministre, dans la perspective d'atteindre l'objectif de la mise en valeur et l'exploitation d'environ trois millions d'hectares de terres agricoles à l'échelle nationale, à travers le renforcement du recours à l'équipement agricole produit localement et l'accroissement des capacités de production nationales.

Samira Imadalou

## ACQUISITION DES PRODUITS PHYTOSANITAIRES

# Un crédit fournisseur voit le jour

■ CE DISPOSITIF FACILITE l'accès des agriculteurs aux intrants agricoles, notamment durant les périodes sensibles.

■ ALI AMZAL

C'est un virage stratégique que tente d'opérer le secteur agricole. Face aux menaces croissantes pesant sur la filière céréalière, le ministère de l'Agriculture sort l'artillerie lourde. Jeudi, à Alger, le ministre Yacine El-Mahdi Oualid a lancé un nouveau mécanisme de financement, le «crédit fournisseur», destiné à faciliter l'accès des agriculteurs aux produits phytosanitaires, avec une logique simple : traiter aujourd'hui, payer demain.

Dans une salle attentive, réunissant cadres, experts, opérateurs et start-up, le ministre a donné le ton. «Ce dispositif facilite l'accès des agriculteurs aux intrants agricoles, notamment durant les périodes sensibles», a-t-il affirmé, insistant sur l'urgence d'agir au moment opportun pour éviter l'irréparable. Car l'enjeu est colossal.

Selon les données présentées, les maladies phytosanitaires pourraient entraîner jusqu'à 40% de pertes annuelles en l'absence de traitement efficace. Une hémorragie silencieuse que ce nouveau dispositif ambitionne de contenir. Le «crédit fournisseur» permet ainsi aux exploitants, notamment les plus fragiles financièrement, d'acquiescer les produits nécessaires sans paiement immédiat. Le remboursement n'intervient qu'après la com-



Agir au bon moment.

mercialisation de la récolte. Une bouffée d'oxygène dans un contexte où chaque jour de retard peut coûter des quintaux. Ce mécanisme n'est pas une première. Il prolonge une expérience déjà lancée cette année pour les semences et les engrais. Et les résultats semblent au rendez-vous. «Des milliers d'agriculteurs ont pu semer à temps grâce à ce système», a souligné le ministre, saluant une dynamique positive portée également par des conditions climatiques favorables.

C'est donc toute une nouvelle approche que le ministère entend imposer. Fini l'improvisation. Place au suivi scientifique et à l'évaluation de terrain. Le respect du parcours technique - fertilisation, traitement, suivi - devient une exigence. Sur le terrain, des cellules de suivi post-semis ont été déployées dans les wilayas céréalières.

Leur mission : accompagner les agriculteurs étape par étape, conseiller, corriger, optimiser. Une agriculture de précision

qui commence à prendre racine. Dans cette transformation, la technologie joue un rôle clé. Pour la première fois, des drones survolent les champs. Ils analysent l'état des cultures, suivent la fertilisation et, bientôt, participeront directement au traitement phytosanitaire. Objectif : mieux cibler, réduire les produits chimiques et gagner en efficacité. En parallèle, l'État muscle son dispositif logistique.

L'approvisionnement en engrais est sécurisé, avec une

hausse notable des quantités, notamment une augmentation de 50% des engrais azotés. Une décision qui, selon le ministre, «aura un impact positif sur le rendement». Les efforts ne s'arrêtent pas là. En prévision de la campagne moisson-battage, des instructions fermes ont été données pour renforcer les capacités de stockage, améliorer la logistique et accélérer le renouvellement du parc de machines agricoles.

Une étape clé dans la concrétisation du programme de mécanisation voulu par le président Abdelmadjid Tebboune. Sur le front humain, l'accompagnement s'intensifie. Pas moins de 368 journées d'orientation ont été organisées en février et mars, touchant plus de 3 800 agriculteurs. Et la cadence ne faiblit pas.

Ces sessions se poursuivent durant la phase cruciale des traitements chimiques. Dans les travées de la rencontre, les échanges étaient nourris, parfois techniques, souvent passionnés. Les start-up présentes, venues proposer des solutions innovantes, ont apporté une touche d'optimisme supplémentaire. Au final, derrière ce «crédit fournisseur», c'est toute une vision qui se dessine : celle d'une agriculture plus résiliente, plus encadrée, et surtout plus juste envers ceux qui la font vivre. Une agriculture qui ne subit plus les aléas, mais tente, enfin, de les anticiper.

A.A.

## FILIERE CÉRÉALIÈRE

# Un « crédit fournisseur » lancé au profit des agriculteurs

**L**e ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine Oualid, a présidé une réunion de travail élargie regroupant les différents acteurs de la filière céréalière. Cette rencontre a été consacrée à l'évaluation de la mise en œuvre des mesures de terrain visant à soutenir les producteurs et à améliorer la productivité, dans le cadre du suivi du programme de développement de la filière céréalière pour la campagne 2025/2026. En effet, le ministre a annoncé à cette occasion, le lancement du « crédit fournisseur », un dispositif de financement inédit qui permet aux agriculteurs d'acquérir semences, engrais et produits phytosanitaires sans déboursier un centime avant la vente de la récolte. Cette décision cible en premier lieu les petits exploitants, majoritaires dans la filière, qui renoncent souvent aux traitements « phytosanitaires » faute de trésorerie disponible au bon moment. Une absence qui coûte cher, selon les estimations présentées lors de la réunion, les maladies des plantes peuvent détruire jusqu'à 40 % d'une récolte annuelle si aucune intervention n'est menée à temps.

L. Z.

## MÉCANISATION AGRICOLE

# La production locale d'équipements couvrira les besoins nationaux

*Le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a affirmé, jeudi, la détermination de son département à répondre aux besoins nationaux en matière de mécanisation agricole. Cette ambition repose sur la mise à disposition de volumes importants d'équipements produits localement, en particulier les tracteurs et les moissonneuses-batteuses, considérés comme essentiels au développement du secteur agricole.*

**Mohand S**

S'exprimant en marge d'une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Constantine, en présence du wali, Abdelkhalek Sayouda, ainsi que des autorités locales civiles et militaires, le ministre a indiqué qu'une partie de ces équipements sera disponible avant le lancement de la campagne de moisson-battage dans les régions du sud du pays. Une échéance jugée stratégique pour soutenir les agriculteurs et améliorer les rendements. Le ministre a précisé que ce programme s'inscrit dans une démarche coordonnée avec le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche. Il repose sur la mobilisation des capacités nationales de production afin de répondre à une demande en constante augmentation. Dans ce cadre, les moissonneuses-batteuses figurent parmi les équipements dont la livraison est prévue dans les délais impartis, traduisant la volonté des autorités de respecter les engagements pris. Par ailleurs, Yahia Ba-

chir a souligné que le processus de mécanisation agricole connaît une évolution positive, soutenue par les moyens importants mobilisés par l'État. Ce progrès est également appuyé par les orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à renforcer à la fois les secteurs de l'agriculture et de l'industrie. L'objectif est de concrétiser une vision globale de développement économique fondée sur la complémentarité entre ces deux piliers. Dans cette perspective, le ministre a rappelé que ces efforts s'inscrivent dans un objectif national ambitieux : la mise en valeur et l'exploitation d'environ trois millions d'hectares de terres agricoles à travers le pays. Cet objectif passe notamment par un recours accru aux équipements fabriqués localement et par le renforcement des capacités de production industrielle nationale. Au cours de sa visite sur le terrain, le ministre a inspecté plusieurs unités industrielles spécialisées dans la production et la maintenance d'équipements. Il s'est notamment rendu à la cimenterie re-

levant du Groupe industriel des ciments d'Algérie, ainsi qu'à l'unité de maintenance et de montage d'équipements industriels de la Société de maintenance de l'Est. La visite a également inclus l'Entreprise nationale du matériel des travaux publics, située dans la commune d'Aïn Smara. Le programme de la visite du ministre à Constantine a englobé d'autres structures du secteur industriel, à l'instar du Centre technique industriel des industries mécaniques et des industries de transformation des métaux, ainsi que la Société algérienne des tracteurs agricoles et la Algerian Tractor Company. Le ministre a également visité l'Algérienne des Equipements & Machines Outils, spécialisée dans la fabrication de machines-outils, implantée dans la commune d'El Khroub. Lors de ces différentes étapes, des exposés techniques détaillés ont été présentés au ministre, mettant en lumière les processus de production, les performances actuelles des unités ainsi que les perspectives de développement de cette activité industrielle.

## La mécanisation passe la vitesse supérieure

LE DÉPARTEMENT ministériel veillera à satisfaire les besoins nationaux en matière de mécanisation agricole à travers des volumes conséquents d'équipements produits localement.

■ IKRAM GHIOUA

Effectuant une visite de travail à Constantine, le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir a dans des déclarations à la presse, souligné que son département ministériel veillera à satisfaire les besoins nationaux en matière de mécanisation agricole à travers des volumes conséquents d'équipements produits localement, notamment les tracteurs et les moissonneuses-batteuses. Le déplacement du ministre s'inscrit dans le cadre du suivi des projets industriels d'envergure et à évaluer le fonctionnement d'unités stratégiques pour l'économie nationale. Accompagné des autorités locales dont le wali de Constantine Abdelkhalek Saouda, le ministre a, notamment indiqué qu'« une partie de ces équipements sera disponible avant le lancement de la campagne moisson-battage dans les régions du Sud du pays ». Lors de sa visite, le ministre s'est rendu à la commune de Hamma Bouziane où il a mis l'accent sur « l'impératif de réduire l'empreinte carbone du processus de production afin de s'aligner sur les standards internationaux ». Et « d'ouvrir de nouvelles perspectives à l'exportation », insistant sur le fait « de maintenir une production stable et adaptée aux besoins du marché national ».

Dans ce contexte, le ministre ne manquera pas de formuler des instructions aux responsables de l'unité de « renforcer l'hygiène industrielle et de procéder à l'amélioration des conditions de tra-

vail au sein des ateliers ». Le concept est d'aboutir vers une politique qui vise à « garantir la qualité et la disponibilité des produits ». Par cette approche le ministre aspire « à accroître les capacités opérationnelles de l'usine pour accompagner les grands projets de construction et de travaux publics, considérés comme des moteurs essentiels du développement économique ».

D'autres unités industrielles spécialisées dans la production et la maintenance d'équipements, ont été inspectées.

Le ministre a pu s'informer de plus près sur leurs capacités productives et de leur contribution au développement de la mécanisation agricole, à l'instar de la cimenterie du Groupe industriel des ciments d'Algérie (Gica), spécialisée dans la maintenance lourde et la fabrication mécanique, laquelle s'appuie sur l'intégration nationale et le respect des standards internationaux.

Sur place, le ministre s'est enquis des projets inscrits, dont le système de filtration des eaux développé avec une start-up locale et des équipements de manutention pour le blé appelant à leur « mise en service rapide afin de limiter le recours aux expertises étrangères », tout en réaffirmant « l'accompagnement de l'État pour soutenir son développement et élargir ses débouchés ».

Le ministre a visité également l'unité de maintenance et de montage d'équipements industriels relevant de la Société de maintenance de l'Est à Didouche-Mourad, ainsi que de l'Entreprise nationale du matériel des travaux publics



Tracteurs et moissonneuses-batteuses seront disponibles.

(Enmtp) à la commune d'Ain Smara.

Dans son périple, le ministre s'est également déplacé vers le Centre technique industriel des industries mécaniques et des industries de transformation des métaux, la Société algérienne des tracteurs agricoles (Etrag), la Société algérienne des tracteurs ATC ainsi que l'Algérienne des Equipements et Machines Outils (Alemo) spécialisée dans la fabrication de machines-outils (commune d'El Khroub). Le ministre a aussi visité des unités spécialisées dans

la fabrication d'équipements industriels, où des exposés techniques détaillés ont été présentés sur les différentes étapes de production ainsi que sur les perspectives de développement de cette activité.

On retient de cette visite l'importance accordée à ce secteur dans une orientation visant avant tout à faire de l'industrie l'un des moteurs dans le développement économique, mais certainement à consolider une industrie nationale exigeant la modernité, l'innovation et la performance.

I.G

# الأعمال الزراعية

## *Agribusiness*

## Importées d'Espagne Plus de 19.000 têtes ovines débarquent à Oran

**J. Boukraa**

Le port d'Oran a enregistré, jeudi, l'arrivée de la plus grande cargaison d'ovins importés à l'échelle nationale, avec plus de 19.000 têtes de moutons destinées au marché de l'Aïd El-Adha. En provenance d'Espagne, le navire EPSILON a accosté au niveau du quai Sénégal marquant une étape importante dans le dispositif mis en place par les autorités publiques pour assurer l'approvisionnement du marché national en bétail et répondre à la forte demande à l'approche de la fête religieuse. Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts soutenus de l'État visant à garantir la disponibilité des animaux destinés au sacrifice, tout en veillant au strict respect des normes sanitaires et réglementaires en vigueur. Le déchargement et l'orientation de

cette importante cargaison sont supervisés par l'Office régional des viandes de l'Ouest (ORVO/ALVIAR), qui a déployé d'importants moyens humains et logistiques, notamment une flotte de transport dédiée pour acheminer les ovins vers les centres de quarantaine sanitaire.

À cet effet, les centres de mise en quarantaine ont été préalablement préparés et équipés avec les installations nécessaires. Par ailleurs, l'ensemble de l'opération se déroule sous la supervision des services vétérinaires de la wilaya d'Oran, chargés de contrôler l'état sanitaire du cheptel et de prévenir tout risque pour la santé publique. À titre de rappel, le port d'Oran avait déjà réceptionné, la semaine dernière, plus de 24.000 têtes ovines réparties sur trois opérations d'importation distinctes, en provenance de Roumanie et d'Espagne.

**MOUTONS IMPORTÉS**

**L'État déploie un dispositif national**

SAÏD SAYOUD a donné des instructions fermes pour assurer « le suivi des préparatifs liés à la réception des moutons importés et à l'organisation de leur vente dans les meilleures conditions ».

■ KRIMOU AMARNI

À mesure que l'Aïd El-Adha approche, les préparatifs s'intensifient sur le terrain. Dans les ports, les centres de quarantaine et les points de vente, une mécanique bien huilée se met en place pour répondre à une attente nationale. Les autorités publiques, sous l'impulsion du ministère de l'Intérieur, activent un plan d'envergure pour encadrer l'importation et la distribution des moutons, dans un souci affiché d'organisation et de transparence. Jeudi, un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports a détaillé les contours de cette mobilisation. À la manœuvre, le ministre Saïd Sayoud, qui a donné des instructions fermes pour assurer « le suivi des préparatifs liés à la réception des moutons importés et à l'organisation de leur vente dans les meilleures conditions ». Sur le terrain, les inspections se multiplient. Dans les wilayas, les points de regroupement et les centres de réception sont passés au crible pour vérifier leur niveau de préparation. Les services vétérinaires, eux, sont



Les bateaux arrivent.

en première ligne. Leur mission : garantir la conformité sanitaire du cheptel et veiller au strict respect des normes en vigueur. En parallèle, un important dispositif logistique est mobilisé pour assurer l'acheminement des moutons en toute sécurité. Des circuits de distribution ont été définis, avec l'installation de points de vente au niveau des communes et des fermes pilotes, afin de rappro-

cher l'offre des citoyens et éviter les engorgements. Derrière cette organisation, un objectif clair : fluidifier l'opération et assurer une disponibilité équitable du bétail sur l'ensemble du territoire national. Sur les quais, l'activité est soutenue. Au port de Djen Djen, à Jijel, un navire en provenance d'Espagne, chargé de 7.000 têtes ovines, a accosté jeudi soir. À peine les formalités sanitai-

res achevées, le déchargement a été lancé, mobilisant d'importants moyens humains et logistiques. Les moutons ont ensuite été transférés vers le centre de quarantaine de Bourchayed, dans la commune d'El Aouana, où ils seront soumis à un suivi rigoureux avant leur mise sur le marché. Même scénario à l'ouest du pays. Au port d'Oran, un autre navire transportant 19.000 têtes d'ovins, consti-

tuant la troisième cargaison en provenance d'Espagne, a accosté le même jour. Là encore, les opérations ont été menées dans le strict respect des protocoles sanitaires, sous la supervision des vétérinaires. Ces animaux rejoindront les centres de quarantaine relevant de l'Office régional des viandes de l'Ouest, où toutes les conditions sont réunies pour garantir leur bien-être : abreuvoirs, alimentation en quantité suffisante et suivi sanitaire permanent. Ces arrivages viennent renforcer un stock déjà conséquent. La semaine précédente, le port d'Oran avait réceptionné 24.250 têtes, dont 17.250 en provenance de Roumanie et 7.000 d'Espagne. Une montée en puissance progressive qui témoigne de la volonté des autorités d'anticiper la demande. Dans les ports comme dans les communes, l'effervescence est palpable. Camions alignés, agents mobilisés, contrôles minutieux... L'opération se déroule sous haute surveillance. Et derrière cette organisation millimétrée, une promesse : permettre aux familles algériennes de célébrer l'Aïd dans la sérénité, sans pénurie ni désordre. KA

**ORAN**

**Des mesures sanitaires renforcées**

QUATRE CENTRES de quarantaine, de capacité d'accueil de 33 000 moutons, ont été mobilisés.

■ WAHIB AIT OUKLI

À quelques « encablures » de l'Aïd El-Adha, le contrôle sanitaire des ovins importés s'intensifie à Oran. L'Office régional des viandes de l'Ouest, (Orvo) a lancé une série d'inspections des centres de quarantaine de la wilaya destinés à recevoir la première cargaison de moutons importés pour la fête. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la préparation de l'arrivée d'un million de têtes de bêtes, en provenance de plusieurs pays, pour approvisionner le marché national. Quatre centres de quarantaine, répartis sur le territoire oranais, ont été mobilisés, offrant une capacité totale supérieure à 33 000 moutons en simultané. Les équipes de l'Orvo ont « réquisitionné » tous les moyens logistiques et humains disponibles pour garantir des conditions optimales d'accueil et de suivi sanitaire. Lors des contrôles, le directeur général de l'institution, accompagné des responsables de la santé animale et des finances, a vérifié la disponibilité des installations, la qualité des fourrages et des aliments, ainsi que la conformité des infrastructures avec les normes sanitaires en vigueur. Le DG a formulé plusieurs recommandations afin d'assurer le bien-être des animaux, tout en insistant sur la vigilance constante des responsables des centres. Ces mesures, décidées en coordination avec les services vétérinaires, concernent l'ensemble des points de quarantaine de la région ouest du pays. Parallèlement, la distribution de la viande rouge importée, moutons et bœufs, se poursuit à travers les réseaux de vente agréés, garantissant ainsi un approvisionnement régulier du marché national. La première cargaison de moutons



Les contrôles sanitaires ne laissent rien passer.

importés a été réceptionnée jeudi dernier au port d'Alger. L'intensification des importations se poursuivra dans les semaines à venir, avec l'arrivée des navires aux principaux ports du pays, notamment à Oran. Le programme prévoit une opération d'acquisition du bétail importé jusqu'au 20 mai 2026, en provenance d'Espagne, de Roumanie, du Brésil et de l'Uruguay. Pour garantir des conditions optimales de réception, la direction de l'agriculture, du développement rural et de la pêche a mobilisé l'ensemble des moyens logistiques nécessaires au port d'Oran. Les services vétérinaires effectuent un second contrôle sanitaire, après celui réalisé dans le pays d'origine, avant le

transfert des animaux vers les centres de quarantaine par camions spécialisés. Chaque centre a été préparé avec soin, assurant la disponibilité de l'eau, de l'alimentation et du suivi vétérinaire. Afin de suivre en temps réel l'ensemble du processus, une plate-forme numérique a été mise en place. Celle-ci permet de consulter les informations détaillées sur les cargaisons, le nom des navires, leur chargement, le trajet suivi et le port de réception, ainsi que la traçabilité de la distribution et de la vente finale. Cette innovation vise à renforcer la transparence et l'efficacité du dispositif, tout en assurant la sécurité sanitaire des consommateurs et le bon déroulement de la fête. W.A.O

# MAGHREB EMERGENT

ÉCLAIRER L'ALGERIE , INSPIRER LE MAGHREB

Par [Racim Kh](#) 9 avril 2026

## Djazagro 2026 : l'Algérie mise sur l'innovation et l'export pour muscler son industrie agroalimentaire



Le salon international de l'agroalimentaire et de l'emballage ouvre ses portes à Alger avec une édition placée sous le signe de la transformation industrielle. Plus de 150 entreprises algériennes et des pavillons de quatre continents se retrouvent autour d'un enjeu stratégique : la compétitivité des filières nationales à l'international.

Rendez-vous annuel incontournable du secteur, Djazagro 2026 s'inscrit dans un contexte de diversification économique accélérée en Algérie. Le gouvernement a fixé un objectif de 5 milliards de dollars d'exportations hors hydrocarbures à horizon 2025, et l'agroalimentaire constitue l'un des leviers prioritaires pour l'atteindre. Le secteur représente déjà plus de 10 % du PIB industriel algérien et emploie plusieurs centaines de milliers de personnes.

La forte mobilisation des opérateurs locaux — plus de 150 entreprises algériennes présentes — témoigne d'une montée en gamme progressive de l'industrie nationale. Face à elles, des pavillons étrangers d'Italie, de Turquie, de Chine et d'Allemagne proposeront des équipements de transformation et des solutions d'emballage. Cette confrontation directe entre l'offre nationale et les standards technologiques internationaux constitue en soi un indicateur du niveau de maturité atteint par la filière.

La dimension arabe et régionale du salon mérite attention : la présence d'exposants d'Arabie saoudite, de Jordanie, du Liban, d'Oman et de Tunisie reflète une logique d'intégration commerciale sud-sud encore embryonnaire mais réelle. L'Algérie ambitionne de se positionner comme hub agroalimentaire en Afrique du Nord, un rôle que le salon contribue à ancrer.

## L'emballage, maillon faible devenu priorité stratégique

Le commissaire du salon a insisté sur l'importance du packaging pour améliorer la compétitivité des produits algériens à l'export. C'est un signal fort : l'Algérie produit, mais peine encore à valoriser ses produits sur les marchés étrangers faute de standards d'emballage conformes aux exigences européennes ou du Golfe.

Selon les organisateur, un atelier dédié au secteur de l'emballage figure au programme des conférences, aux côtés de thématiques telles que l'économie circulaire, la valorisation des sous-produits agricoles et la sécurité alimentaire.

## Djaz'Innov, le concours qui mise sur les start-up du secteur

Le concours d'innovation intégré à cette édition constitue une nouveauté structurante. Sélectionnés en amont par un jury d'experts indépendants, les lauréats seront primés lors de la cérémonie d'ouverture officielle. Ce mécanisme s'inscrit dans la dynamique nationale de soutien à l'entrepreneuriat industriel, portée notamment par les dispositifs ANADE et Algérie Start-up.

Avec plus de 26 000 visiteurs professionnels attendus — distributeurs, industriels, importateurs, institutionnels — Djazagro 2026 constitue la plus grande concentration annuelle de décideurs du secteur en Algérie. Pour les entreprises à la recherche de partenaires, de fournisseurs d'équipements ou de débouchés à l'export, l'événement représente un raccourci considérable par rapport aux voies commerciales traditionnelles.



Page : 07

## Jijel

# Nouvel arrivage de moutons importés d'Espagne

Un navire chargé d'une cargaison de 7.000 têtes ovines importées d'Espagne a accosté, jeudi soir, au port de Djen Djen, a-t-on appris auprès des services de la wilaya

Le déchargement de la cargaison a été entamé immédiatement après l'achèvement des procédures de contrôle sanitaire effectuées par les vétérinaires, avec la mobilisation de tous les moyens humains et logistiques afin d'assurer le bon déroulement de l'opération dans les meilleures conditions,

a précisé la même source.

Ces ovins ont été orientés vers le centre de quarantaine situé dans la zone de Bourchayed, dans la commune d'El Aouana, a-t-on ajouté de même source.

Selon un communiqué de l'Entreprise portuaire de Djen Djen, l'accostage du navire s'est déroulé dans des conditions organisationnelles rigoureuses,

avec la mobilisation de l'ensemble des moyens logistiques et des ressources humaines pour garantir un déchargement fluide et sécurisé, en coordination avec les parties concernées, dans le strict respect des normes vétérinaires et sanitaires en vigueur, assurant ainsi la sécurité des moutons et le bon déroulement de l'opération.

## Chlef

## Arrivée d'une première cargaison de têtes ovines en provenance de Roumanie au port de Ténès



Un navire transportant une première cargaison de têtes ovines, estimée à plus de 8.100 unités en provenance de Roumanie, a accosté au port de Ténès (wilaya de Chlef), dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'importation des moutons destinés au sacrifice de l'Aïd El-Adha. Le directeur local des services agricoles (DSA), Mehdi Kouadria, a indiqué que ses services ont mobilisé 20 vétérinaires pour assurer le suivi de l'opération d'importation et de déchargement au port de Ténès, puis le suivi au niveau de la zone de quarantaine dédiée à cet effet, jusqu'à la commercialisation des moutons au profit des citoyens.

Ces bêtes, qui ont fait l'objet d'un contrôle, sont en bonne santé et seront transférés vers la zone de quarantaine sise à El-Hebaïr pour une durée d'une semaine, a fait savoir l'inspecteur vétérinaire, Amine Naas Arraba. Le même responsable a ajouté que le port de Ténès devrait accueillir, dans les prochains jours, d'autres cargaisons d'ovins importés, afin de satisfaire la demande locale, mais aussi celle de certaines wilayas voisines. A noter que cette opération s'inscrit dans le cadre des mesures visant à répondre à la demande nationale en bêtes destinées au sacrifice et à en assurer la disponibilité à travers les différentes wilayas du pays.

# Les Enjeux

Quotidien national de l'économie **Eco** P02

23<sup>e</sup> ÉDITION DU SALON DJAZAGRO

## Plus de 600 exposants attendus à Alger

La 23<sup>e</sup> édition du Salon professionnel de la production agroalimentaire "Djazagro" se déroulera du 12 au 15 avril au Palais des expositions des Pins maritimes (Alger), réunissant plus de 600 exposants nationaux et internationaux de 28 pays, ont annoncé les organisateurs.

Par Z R

En effet, l'événement mettra l'accent sur l'innovation, le packaging et les opportunités d'exportation, tout en offrant aux professionnels une plateforme d'échanges et de rencontres autour de la transformation et de l'emballage agroalimentaire.

Cette édition sera marquée par une forte présence des producteurs algériens, avec plus de 150 entreprises participantes, a indiqué le commissaire du salon, Nabil Bey-Boumezrag, lors d'une conférence de presse à Alger. A leurs côtés, des pavillons étrangers, dont ceux de l'Italie, de la Turquie, de la Chine et de l'Allemagne, exposeront des équipements agroalimentaires

ainsi que des solutions de transformation et d'emballage.

Des entreprises de pays arabes, dont l'Arabie saoudite, la Jordanie, le Liban, Oman et la Tunisie, prendront également part à cet événement. L'édition 2026 mettra particulièrement l'accent sur l'innovation, notamment à travers le concours "Djaz'Innov". "Les lauréats, sélectionnés en amont par un jury d'experts indépendants, seront récompensés par des médailles d'or, d'argent et de bronze lors d'une cérémonie prévue à l'ouverture officielle du salon", a précisé M. Bey-Boumezrag.

Plus de 26.000 visiteurs professionnels, en quête de nouveaux fournisseurs, de solutions techniques et d'opportunités d'affaires, sont attendus.

"L'événement constitue une plateforme de rencontre privilégiée entre producteurs et industriels, offrant un large éventail d'équipements et de machines dédiés à la transformation agroalimentaire, ainsi qu'au conditionnement et à l'emballage", a souligné le commissaire du salon, mettant en avant l'importance du packaging pour améliorer la compétitivité des produits algériens sur les marchés internationaux. En marge du salon, des conférences et ateliers seront organisés, portant notamment sur les exportations en tant que levier de croissance, la valorisation des sous-produits agricoles, la sécurité alimentaire, l'innovation verte, l'économie circulaire ainsi que le secteur de l'emballage en Algérie.

**SIPSA**<sup>®</sup>  
FILÀHA  
AGROFOOD

24<sup>ème</sup>  
édition

SOUS LE PATRONAGE DE MONSIEUR  
LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE,  
DU DÉVELOPPEMENT RURAL  
ET DE LA PÊCHE

SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE,  
DE L'ÉLEVAGE ET DE L'AGRO-INDUSTRIE

18 > 21 MAI 2026

PALAIS DES EXPOSITIONS - SAFEX, ALGER - ALGERIE

**Afrika**<sup>®</sup>  
Food Export

**DJAZA** **UA**<sup>®</sup>

# Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

**Eco**

P04

## Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية  
MINISTÈRE DU COMMERCE INTERIEUR  
ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري  
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,  
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 08 أفريل 2026  
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 08 Avril 2026

Produits	Prix du détail <sup>1</sup> DA / Kg			أسعار التجزئة <sup>1</sup> دج / كلغ		المنتجات
	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum			
Légumes frais	Pomme de terre	66	74	57	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	179	195	163	الطماطم	
	Oignon sec	103	113	94	البصل الجاف	
	Ail sec	935	1047	822	الثوم الجاف	
	Carotte	109	123	95	الجزر	
	Navet	109	124	94	اللفت	
	Choux fleur	163	177	150	قرنبيط	
	Choux	101	113	89	الكرنب	
	Courgette	127	141	113	الكوسة	
	Haricot vert	327	356	298	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	129	145	113	الخس	
Fruits frais	Orange	248	295	202	البرتقال	فواكه طازجة
	Citron	196	222	170	الليمون	
	Pomme locale	438	528	348	التفاح المحلي	
	Datte	490	621	359	التمر	
	Banane	453	474	433	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1968	2123	1812	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	393	408	379	الدجاج	
	Œufs (Unité)	17	18	16	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)	

# الصيد البحري و تربية المائيات

## *Fisheries and Aquaculture*



Par: Ali Idir 09 Avril 2026 à 10:57

## L'Algérie autorisée à pêcher 31.000 tonnes de poissons dans les eaux mauritaniennes



La Mauritanie dispose d'une longue côte réputée très poissonneuse sur l'océan Atlantique.

Les navires algériens pourront pêcher dans les eaux **territoriales mauritaniennes** en vertu d'un accord bilatéral signé mercredi 8 avril à Alger à l'occasion de la 20<sup>e</sup> session de la Grande commission mixte entre les deux pays maghrébins.

La Mauritanie dispose d'une longue côte réputée très poissonneuse sur l'océan Atlantique.

L'accord, annoncé par le ministre algérien de l'Agriculture Yacine Oualid, prévoit l'autorisation des navires algériens d'« accéder aux zones de pêche mauritaniennes, dans un cadre réglementé ».

Les pêcheurs algériens pourront pêcher annuellement dans les eaux mauritaniennes un quota de 31.000 tonnes de poissons de surface, poissons de fond et crevettes, avec une réduction des redevances d'accès.

**Les navires algériens autorisés à pêcher 31.000 tonnes de poissons dans les eaux mauritaniennes**

L'accord prévoit également le déchargement des prises dans les ports mauritaniens, le renforcement des systèmes de contrôle et de suivi, ainsi que le respect des lois nationales mauritaniennes et l'embauche d'un pourcentage significatif de marins mauritaniens à bord des navires.

Le programme prévoit une période d'essai d'un an renouvelable, avec une réduction de 50 % des redevances d'accès, ainsi que le renforcement de la coopération scientifique et technique et l'intensification des efforts conjoints pour lutter contre la pêche illégale.

L'accord signé mercredi par Yacine Oualid et le ministre mauritanien de la Pêche et des Infrastructures maritimes et portuaires, Mokhtar Ould Ahmed Bouceif, entre dans le cadre de l'exécution du protocole de coopération entre les deux pays dans les domaines de la pêche, de l'économie maritime et de l'aquaculture.

## LES NAVIRES ALGÉRIENS AUTORISÉS À PÊCHER DANS LES ZONES MAURITANIENNES

En vertu d'un accord conclu le 7 avril, les navires algériens accéderont aux ressources halieutiques des zones de pêche mauritaniennes et obtiendront des autorisations de pêche et d'exploitation. C'est ce qu'indique un communiqué du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche. Cet accord, qui concerne le programme d'exécution du protocole de coopération dans les domaines de la pêche, de l'économie maritime et de l'aquaculture, et visant également à renforcer la coopération scientifique dans les domaines de la pêche et de l'aquaculture, a été signé à l'occasion de la tenue de la 20<sup>e</sup> session de la Grande Commission mixte algéro-mauritanienne de coopération, sous la supervision du Premier ministre, Sifi Ghrieb, et du Premier ministre de la République islamique de Mauritanie, Mokhtar Ould Diay. L'accord a été signé par le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El Mahdi Oualid, et le ministre mauritanien de la Pêche, des Infrastructures maritimes et portuaires, Mokhtar Ould Ahmed Bouceif.

# Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

**Eco**

P05

## AQUACULTURE Ensemencement de 80 millions d'alevins à l'échelle nationale en 2026

**P**rès de 80 millions d'alevins seront ensemencés au cours de l'année 2026 dans les différentes wilayas du pays, dans le but de développer la production halieutique et de garantir la sécurité alimentaire, a fait savoir un responsable au ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche.

Le directeur général de la pêche et de l'aquaculture, Miloud Teria, a indiqué hier, mardi, dans une déclaration à la presse en marge du lancement de la campagne d'ensemencement des cages flottantes dans la commune de Dellys, à Boumerdes, à laquelle il a assisté en compagnie de la wali Fouzia Naama, qu'il était prévu cette année, l'ensemencement d'environ 80 millions d'alevins à l'échelle nationale.

M. Teria a précisé que dans le cadre des efforts visant à garantir la sécurité alimentaire et à diversifier les sources de production, l'Etat, qui "accorde une importance capitale à l'aquaculture et à la préservation des stocks halieutiques, a adopté une série de mesures d'accompagnement pour encourager les investisseurs à se tourner vers cette activité, d'autant plus que l'Algérie dispose des atouts nécessaires à sa réussite", a-t-il dit.

Il a estimé, dans ce contexte, que les résultats obtenus sur le terrain "reflètent le succès" de cette activité économique, notant que le nombre d'alevins ensemencés est passé de 45 millions en 2024 à 55 millions en 2025 et devrait atteindre 80 millions en 2026.

Le volume de production de poisson en 2025 a dépassé les 7.300 tonnes et devrait se placer à 12.000 tonnes cette année, et à environ 20.000 tonnes l'année prochaine, selon le même responsable qui a noté que les wilayas de Boumerdès et de Chlef constituent "les pôles de la production halieutique nationale".

Dans ce contexte, le directeur général de la pêche et de l'aquaculture a mis en exergue les atouts considérables dont dispose la wilaya de Boumerdès, tant en matière de pêche que de construction navale et aussi en aquaculture.

A noter, des autorisations de création de fermes aquacoles ont été distribuées à l'occasion du lancement de la campagne d'ensemencement à Boumerdès, où il est prévu l'ensemencement de plus de 2,45 millions d'alevins dans les différentes fermes aquacoles en 2026.

R E.



## AQUACULTURE

# Sensibilisation à Boussidi et à Saïda et formation à Sidi Bel Abbés

*La chambre inter wilayas de la pêche et de l'aquaculture de Sidi Bel Abbés a organisé deux journées de sensibilisation et d'orientation au profit des jeunes en quête d'investir dans le domaine d'aquaculture.*



**M. Bekkar**

La première journée de sensibilisation s'est tenue au niveau du complexe sportif de proximité Belabbés Abdelkader à Sidi Ali Boussidi. Cette journée avait pour thème la sensibilisation à la création de petites et moyennes entreprises (PME) dans le secteur aquacole au sein de la commune de Sidi Ali Bousidi. Cet événement a réuni les autorités municipales locales, les partenaires de la chambre et des agriculteurs intéressés par

l'aquaculture intégrée à l'agriculture. La réunion a été ponctuée de présentations d'organismes de soutien participants, d'une compagnie d'assurance et de la chambre de commerce de SBA. Des présentations ont suscité un vif intérêt et de nombreuses questions de la part des participants. Enfin de cette journée, des certificats de reconnaissance ont été remis à tous ceux qui ont contribué au succès de cette journée.

Le jour suivant, soit mercredi dernier, la chambre inter wilayas de la pêche et de l'aquaculture de

Sidi Bel Abbés a organisé, en collaboration avec la chambre de l'agriculture de Saïda, une journée d'étude et de sensibilisation sur l'aquaculture intégrée à l'agriculture. Le directeur de la chambre inter wilayas de SBA, Toufik Boutouchent, a présenté en détail les principes de l'aquaculture et la mise en place d'étangs piscicoles en milieu agricole. Le directeur de la chambre de Saïda a également apporté son soutien et ses encouragements aux agriculteurs de la région.

# الأخبار الجهوية

## *Regional news*

par  Imen Haouari 9 avril 2026, 9h36

## L'huile d'olive tunisienne, un trésor méconnu qui cache bien plus que son étiquette ne le laisse penser



Wajdi Dhibi, expert en agroforesterie, soulève des questions cruciales sur la consommation et l'étiquetage de l'huile d'olive en Tunisie. Malgré une production importante, la consommation locale reste modeste et les critères de qualité souvent méconnus. L'absence d'indications géographiques et variétales sur les étiquettes est également pointée du doigt.

### L'huile d'olive tunisienne : un trésor sous-estimé

Wajdi Dhibi, spécialiste en agroforesterie, a récemment mis en lumière la relation complexe des Tunisiens avec leur huile d'olive. Il souligne que malgré sa place centrale dans la culture culinaire du pays, l'huile d'olive est souvent délaissée au profit des huiles végétales subventionnées. Cette tendance s'explique en partie par un étiquetage insuffisant qui ne met pas en valeur la diversité et la qualité de l'huile d'olive tunisienne. De plus, Dhibi déplore le manque de connaissance du grand public sur les critères de qualité de l'huile d'olive. Selon lui, cette ignorance contribue à la sous-estimation de ce produit pourtant emblématique de la Tunisie.

### La diversité géographique de l'huile d'olive tunisienne

La Tunisie, pays exportateur de premier plan, offre une huile d'olive aux profils organoleptiques distincts. En effet, les huiles du nord, du sahel et du centre du pays sont influencées par les paramètres climatiques propres à chaque région, comme la température et la nature du sol, ainsi que par les variétés d'olives cultivées.

Cependant, cette richesse identitaire n'est pas mise en avant sur les étiquettes du marché. Ces dernières se contentent généralement de la mention « huile d'olive extra-vierge », sans indication d'origine géographique ni de variété, privant ainsi le consommateur d'informations précieuses.

### Comment distinguer une véritable huile d'olive extra-vierge ?

Pour être qualifiée d'extra-vierge, une huile d'olive doit répondre à des critères précis. Elle doit notamment être obtenue par pression à froid, c'est-à-dire à une température inférieure à 27 degrés Celsius.

De plus, son taux d'acidité totale ne doit pas dépasser 0,8 %. Les polyphénols, antioxydants naturels, jouent également un rôle crucial dans la qualité de l'huile, tout comme la qualité de l'olive à la récolte.

Il existe aussi d'autres catégories d'huile d'olive, comme l'huile vierge simple, dont le taux d'acidité est compris entre 0,8 % et 2 %, et l'huile « lampante », moins valorisée car issue d'olives de moindre qualité.

## BÉJAÏA. CAMPAGNE DE VACCINATION CONTRE LA FIÈVRE APHTEUSE 27 vétérinaires mobilisés

Quelque 27 vétérinaires ont été mobilisés par la Direction des services agricoles (DSA) de la wilaya de Bejaia pour mener la campagne de vaccination du cheptel bovin contre la fièvre aphteuse, a-t-on appris, jeudi, auprès de cette même direction. Cette campagne deux mois touche 52 communes de la wilaya, selon l'inspection vétérinaire de

wilaya. La même source précise que les quotas de vaccins alloués à chaque commune ont été répartis entre les vétérinaires concernés. Les programmes de vaccination sont également établis et affichés dans l'ensemble des localités. Les services agricoles ont également souligné que cette campagne de vaccination, lancée le 5 avril et ciblant les sérotypes A, O et SAT2,

était initiée par le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche et assurée "gratuitement". Un appel a ainsi été lancé à l'ensemble des éleveurs de la wilaya de Bejaia afin qu'ils adhèrent massivement à cette opération visant à préserver le cheptel bovin de la wilaya, qui compte plus de 21.000 têtes, a ajouté la même source.

**MILA.** DSA

## Une prévision de récolte de plus de 1,5 million de quintaux d'ail

La direction des services agricoles (DSA) de la wilaya de Mila prévoit une production de plus de 1,5 million de quintaux d'ail au titre de la saison agricole en cours 2025-2026, a-t-on appris, jeudi, auprès de cette direction. Le chef de service de l'organisation de la production et de l'appui technique, Mohamed Bengouitene a précisé, dans une déclaration à l'APS, que cette plante potagère vivace est cultivée, cette saison, sur une superficie de l'ordre de 2.900 hectares dans plusieurs communes du sud de la wilaya. "Compte tenu de la maîtrise, par les agriculteurs de la wilaya, de l'itinéraire technique de la production de ce produit, de l'abondance des ressources en eau, en particulier dans les communes couvertes par le périmètre irrigué de Teleghma, ainsi que des conditions climatiques favorables, la production prévue cette saison devrait être atteinte aisément", a affirmé le même responsable. L'essentiel de l'ail produit approvisionnera les différents marchés de fruits et légumes de plusieurs wilayas du pays, "ce qui conduira à une baisse du prix de ce produit très demandé", selon M. Bengouitene qui a fait savoir qu'une partie sera stockée dans le cadre du programme de régulation des produits agricoles de large consommation, supervisé par l'Office national interprofessionnel des légumes et des viandes (ONILEV), pour être réintroduite sur les marchés de manière régulière, garantissant ainsi la disponibilité de ce produit tout au long de l'année et à des prix accessibles.

## TIZI-OUZOU

# Un salon dédié aux fromages

LA MANIFESTATION réunit les fromagers de toute l'Algérie.

■ KAMEL BOUDJADI

La wilaya de Tizi Ouzou abritera le salon national des fromages et des produits laitiers dans quelques jours. Les préparatifs vont bon train pour la réussite de cet événement qui sera organisé grâce à la collaboration étroite entre le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des Exportations et les services concernés au niveau de la wilaya de Tizi Ouzou. La manifestation qui se tient, en effet, dans la salle omnisports Saïd Tarrout de la nouvelle ville se tiendra sous la thème «de la qualité locale vers les perspectives d'exportation». L'événement se tiendra du 11 au 15 avril 2026, avec la participation de nombreux producteurs, transformateurs et acteurs de la filière lait et dérivés provenant de différentes wilayas du pays. Notons, par ailleurs, que cette manifestation réunissant les producteurs de fromages traditionnels et industriels de la wilaya de Tizi Ouzou et de tout le territoire national ambitionne de représenter le carrefour incontournable pour la filière. Les organisateurs de ce salon visent également à en faire un rendez-vous économique incontournable dans les toutes prochaines années. Un objectif largement à la portée du fait qu'il permet aussi un débat sur les questions qui freinent le secteur agricole via des conférences traitant des questions liées au développement du secteur en général. Durant cette manifestation, les organisateurs ne manqueront non plus pas d'offrir des espaces de discussion et d'analyse de l'environnement agricole local. Une série de communications abordant, notam-



Producteurs et transformateurs seront de la partie.

ment les politiques publiques et les stratégies visant à développer la production locale et nationale visant à réaliser une autosuffisance alimentaire garante de la souveraineté alimentaire nationale.

Il faut aussi souligner que la manifestation tient toute son importance non pas seulement de son programme et ses objectifs mais aussi dans le fait que la wilaya de Tizi Ouzou représente un réservoir important de la production laitière nationale, tout juste derrière les wilayas de Sidi Bel Abbès, Sétif et Souk Ahras. Avec une production annuelle oscillant entre 75 millions et 100 millions de litres de lait, la wilaya compte 9 000 éleveurs dont 3 700 spécialisés dans la production laitière. Une production assurée par quelque 2 800 vaches laitières fournissant de la matière de pro-

duction à 33 laiteries via un réseau composé d'environ 200 collecteurs. Enfin, aborder le sujet des fromages traditionnels ou industriels implique incontestablement l'adoption d'une approche globale touchant à plusieurs segments de la filière agricole en général.

Les élevages ovin, caprin et bovin sont des segments d'où découle la production fromagère. Ce qui rend des questions relatives aux fourrages, l'aliment et les soins vétérinaires très importantes.

La manifestation va sans nul doute participer à impulser une nouvelle dynamique à la recherche de solutions aux divers défis du développement agricole et l'amélioration de la production convergeant ainsi vers la réalisation de la souveraineté alimentaire.

K.B

## Constantine

# Mécanisation agricole : les assurances du ministre de l'Industrie



**L**e ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a affirmé, jeudi à Constantine, que son département ministériel veillera à satisfaire les besoins nationaux en matière de mécanisation agricole à travers des volumes "conséquents" d'équipements produits localement, notamment les tracteurs et les moissonneuses-batteuses.

Dans des déclarations à la presse en marge d'une visite de travail et d'inspection dans la wilaya, en présence du wali de Constantine, Abdelkhalek Sayouda, ainsi que des autorités locales civiles et militaires, le ministre a précisé qu'"une partie de ces équipements sera disponible avant le lancement de la campagne moisson-battage dans les régions du Sud du pays". Il a, en outre, indiqué que "le programme arrêté est mis en oeuvre en coordination avec le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche et repose sur la mobilisation des capacités nationales de production d'équipements

agricoles afin de répondre à une demande croissante", soulignant que les moissonneuses figurent parmi les équipements qui seront livrés dans les délais impartis.

Le ministre a également relevé que le processus de mécanisation agricole "progresses dans la bonne direction", grâce aux moyens mobilisés par l'Etat, avec le soutien du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au profit tant du secteur de l'agriculture que de celui de l'industrie, en vue de concrétiser les objectifs tracés dans ce domaine. Dans ce contexte, il a précisé que ces efforts s'inscrivent dans la perspective d'atteindre l'objectif de la mise en valeur et l'exploitation d'environ 3 millions d'hectares de terres agricoles à l'échelle nationale, à travers le renforcement du recours à l'équipement agricole produit localement et l'accroissement des capacités de production nationales.

Au cours de sa visite de terrain, le ministre a inspecté plu-

sieurs unités industrielles spécialisées dans la production et la maintenance d'équipements, où il s'est enquis de leurs capacités productives et de leur contribution au développement de la mécanisation agricole, à l'instar de la cimenterie du Groupe industriel des ciments d'Algérie (GICA) et de l'unité de maintenance et de montage d'équipements industriels relevant de la Société de maintenance de l'Est (SME, Didouche-Mourad), ainsi que de l'Entreprise nationale du matériel des travaux publics (ENMTP) à la commune d'Aïn Smara. La visite a également englobé le Centre technique industriel des industries mécaniques et des industries de transformation des métaux, la Société algérienne des tracteurs agricoles (ETRAG), la Société algérienne des tracteurs ATC (Algerian Tractor Company), ainsi que l'Algérienne des Equipements & Machines Outils (ALEMO) spécialisée dans la fabrication de machines-outils (commune d'El Khroub).

# Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

**Eco**

P06

TIPASA

## Nécessité de mise en place de commissions de travail de terrain pour recenser les préoccupations des agriculteurs

Le wali de Tipasa, Mohamed Amine Benchaoulia, a donné, mardi, des instructions portant sur la nécessité de mettre en place des commissions de travail de terrain pour recenser les préoccupations des agriculteurs et les prendre en charge. Ces orientations ont été données lors d'une réunion présidée par le wali, en présence des directeurs de secteurs exécutifs, du président de la Chambre de l'agriculture ainsi que de représentants de banques, d'institutions et

d'organismes concernés par le secteur agricole, dans le cadre du renforcement de la communication avec les agriculteurs et les investisseurs actuant dans ce secteur vital, et de l'écoute de leurs préoccupations. A cette occasion, Benchaoulia a appelé les chefs de daïras à recenser l'ensemble des problèmes soulevés par les agriculteurs et à mettre en place des commissions de terrain chargées de s'enquérir de la réalité de ces préoccupations, en vue de proposer des solutions pour y

remédier. Cette rencontre a constitué une opportunité pour le wali, les agriculteurs et les investisseurs, de soulever leurs préoccupations et d'œuvrer à leur prise en charge à travers l'écoute et l'ouverture du débat avec l'ensemble des parties concernées, un fait de nature à soutenir la dynamique du développement du secteur, à travers la prise de mesures à même d'améliorer la performance du secteur et de renforcer la sécurité alimentaire, a-t-il souligné. APS

**Le Quotidien**  
Edition Nationale d'information D'ORAN

Page : 07

## Une trentaine de producteurs à la Fête de la fraise

Plus de 50 producteurs, opérateurs économiques et organismes publics ont pris part, jeudi, au siège de la Chambre d'agriculture de la wilaya de Tipasa, à la 12e édition de la Fête de la fraise.

Lancé par le wali Mohamed Amine Benchaoulia, cet événement d'une journée a enregistré la participation de 30 producteurs de la filière fraise, notamment de la variété "Fortuna", réputée dans les vergers de Tipasa, en plus des variétés "Melissa", "Nabila" et "Savana".

Des producteurs exportateurs de produits agricoles vers l'Asie, l'Europe et le Canada y ont également pris part, a indiqué le secrétaire général de la Chambre d'agriculture, Farid Dahmani.

La manifestation a également vu la participation d'instituts spécialisés dans le domaine agricole, à l'instar de l'Institut national de vulgarisation agricole et de l'Institut national des légumineuses et des cultures industrielles, ainsi que d'établissements bancaires, dont la Banque

d'agriculture et du développement rural (BADR), des caisses de mutualité agricole et des opérateurs économiques spécialisés dans les engrais, les produits phytosanitaires et les équipements agricoles.

Cette manifestation, organisée annuellement en coordination avec la Direction des services agricoles (DSA), sous le patronage de la wilaya de Tipasa, vise à encourager cette filière en constante progression d'une saison à l'autre.

La wilaya de Tipasa a été classée, ces dernières années, parmi les premières au niveau national en termes de superficies et de volumes de production de ce fruit, selon M. Dahmani.

Une superficie de plus de 852.000 hectares est consacrée à la culture de la fraise à Tipasa, avec une production prévisionnelle pour cette saison estimée à plus de 155.000 quintaux, soit une moyenne de rendement de 300 quintaux à l'hectare, selon les données fournies par la DSA.

# Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

**Eco**

P06

## OUARGLA

### Plus de 920.000 quintaux de dattes récoltés cette saison

Une production globale de 920.142 quintaux (qx) de dattes a été enregistrée dans la wilaya d'Ouargla, au titre de la saison agricole 2025-2026, a-t-on appris mercredi auprès de la direction locale des Services agricoles (DSA).

Cette production se répartit entre la variété Deglet Nour avec 377.154 qx, la variété Ghers avec 424.606 qx, celle dite Degla-Beida avec 10.462 qx et les dattes communes e107.920 qx, a détaillé la responsable du service d'organisation de la production et du soutien technique à la DSA, Fatiha Boubekri.

Elle est en hausse par rapport à la production de l'an dernier qui s'était élevé à 904.489 qx, répartis entre les variétés Deglet-Nour (368.701 qx), Ghers (421.686 qx), Degla-Beida (9.150 qx) et les dattes communes (104.952 qx), a-t-elle précisé.

La hausse de production de dattes est expliquée par un ensemble de facteurs positifs, notamment l'entrée en phase de production de nouveaux palmiers, l'adoption des techniques appropriées de traitement du palmier et une attention accrue accordée aux palmeraies, a ajouté Mme.Boubekri.

La wilaya de Ouargla compte un patrimoine phœnicicole de 1.259.632 palmiers de différentes variétés, couvrant une superficie totale de 11.451 hectares, a-t-elle poursuivi.

Un total de 1.140.439 palmiers sont productifs avec la variété Ghers comme étant la plus répandue (491.078 palmiers), suivie de Deglet-Nour (485.595), Degla-Beida (17.103) et les autres variétés (146.663 palmiers), selon les données de la DSA.

R E.

## Djanet

### Session de formation sur les bonnes pratiques de traitement et entretien du palmier

**U**ne session de formation sur les bonnes pratiques de traitement et d'entretien du palmier a été lancée dans la wilaya de Djanet, en vue d'améliorer la rentabilité des palmeraies et des exploitations agricoles locales, a-t-on appris mercredi auprès de la Chambre de l'Agriculture (partie organisatrice).

Initiée en coordination avec la direction des Services agricoles et l'Institut technique de développement de l'agronomie saharienne (ITDAS), cette formation entre dans le cadre des efforts visant la promotion des techniques agricoles durables. Elle porte principalement sur les méthodes d'entretien des palmiers ainsi que sur la préparation des engrais or-

ganiques (compost) à partir des résidus de palmiers. Cette session de formation, lancée mardi, est encadrée par la directrice de la ferme de démonstration de production de semences d'Aghafiane (wilaya d'El-Meghaier), Dr. Halima Khaled, qui s'emploie, à travers cette initiative, à faire bénéficier les participants de son expérience de terrain et à vulgariser les bonnes pratiques agricoles. Le programme de formation de trois jours se poursuivra par un volet pratique dans des exploitations agricoles des communes de Djanet et Bordj El-Haouès, à l'effet de mettre en application les connaissances théoriques acquises et de renforcer les compétences des agriculteurs sur le terrain.

## El-Oued

## Plus d'un millier d'exploitations agricoles à raccorder au réseau d'électricité en 2026

**P**as moins de 1.044 exploitations agricoles, localisées au niveau de trois communes de la wilaya d'El-Oued, seront raccordées au réseau d'électrification avant fin de l'année 2026, a-t-on appris auprès de la direction locale de la Société de distribution de l'électricité et de gaz (Sonelgaz).

S'insérant dans le cadre d'un programme d'envergure arrêté par le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche concernant le développement de l'agriculture saharienne et l'électrification agricole, en coordination avec les collectivités locales, cette opération touchera les exploitations des périmètres agricoles des communes d'El-Magrane, Sidi-Aoun et Ben-Guecha, a affirmé le chargé de communication à la Sonelgaz d'El-Oued, Habib Meslem. Ces trois communes disposent d'importantes potentialités dans le

domaine des cultures saisonnières et des cultures stratégiques, des paramètres motivant l'octroi de projets d'électrification, a-t-il précisé.

Dotée d'un financement de 3,1 milliards DA, l'opération d'électrification sera concrétisée à travers un réseau de 528 km de lignes électriques, dont 450 km de moyenne tension et 78 km de basse tension, alimentées depuis 394 transformateurs (aériens et terrestres), a expliqué M. Meslem.

Intervenant en application des directives des pouvoirs publics, les commissions techniques relevant de la direction locale des Services agricoles (DSA) s'emploient à recenser les agriculteurs n'ayant pas encore bénéficié de l'électrification agricole, en vue de projeter, graduellement, de nouvelles opérations pour toucher l'ensemble des agriculteurs.

# الفلاحة و الإقتصاد في العالم

## *Agribusiness in the world*

**agence  
ecofin**

Le 09 avril 2026 Stéphanas Assocle Édité par Wilfried ASSOGBA

## L'Éthiopie ouvre son marché à des produits d'élevage en provenance du Brésil



(Agence Ecofin) - En Éthiopie, l'élevage contribue à hauteur de 45 % au PIB agricole et 18,7 % du PIB national. En dépit de son cheptel considéré comme l'un des plus importants en Afrique, le pays a encore recours aux importations pour combler son déficit de production dans certaines catégories de produits animaux.

L'Éthiopie autorise désormais l'importation de nombreux produits d'élevage en provenance du Brésil, dont les viandes et abats de bovins, porcins et de volaille. Selon un communiqué publié le mercredi 8 avril sur le site du gouvernement brésilien, cette ouverture résulte de négociations menées entre le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage et le ministère des Relations extérieures.

Au-delà des viandes, l'autorisation concerne également les produits laitiers, les aliments pour animaux de compagnie, les produits halieutiques (pêche et aquaculture), les intrants pour l'alimentation animale, ainsi que des segments plus spécialisés comme les alevins, les œufs fertiles, les poussins d'un jour ou encore le matériel génétique animal (sperme et embryons). L'accord inclut aussi l'exportation de bovins vivants destinés à l'abattage, à l'engraissement et à la reproduction.

Cette décision d'Addis-Abeba traduit une volonté des pouvoirs publics de diversifier ses sources d'approvisionnement en produits alimentaires. L'ouverture du marché aux importations de matériel génétique et de bovins reproducteurs suggère en outre une volonté d'augmenter la productivité du cheptel à travers l'amélioration génétique.

Le Brésil bénéficie en effet d'une bonne réputation pour le potentiel génétique de ses races bovines adaptées aux élevages en milieu tropical et affiche une position dominante sur le marché mondial des produits dérivés. Les données compilées par la FAO montrent par exemple que le pays sud-américain s'impose comme le deuxième producteur mondial de viande bovine après les USA et le premier exportateur mondial. Le Brésil est également le 5<sup>e</sup> producteur mondial de produits laitiers après l'Inde, les USA, le Pakistan et la Chine.

De son côté, l'Éthiopie affiche des ambitions de croissance pour des filières stratégiques de l'élevage comme le lait. Dans le cadre de sa Stratégie nationale de développement laitier, le ministère de l'Agriculture ambitionne de faire passer la production locale de lait à 28,4 millions de tonnes d'ici 2031 pour atteindre l'autosuffisance, contre un niveau annuel qui était évalué à près de 4 millions de tonnes jusqu'en 2023.

En attendant, le pays d'Afrique de l'Est doit recourir aux importations pour combler son déficit de production en produits laitiers, mais aussi dans d'autres sources de protéines animales. Les données compilées sur la plateforme Trade Map montrent par exemple que l'Éthiopie a importé pour près de 8,1 millions \$ de viandes et abats comestibles en 2024, près de 11,9 millions \$ de produits laitiers ou encore 8,2 millions \$ de bétail vivant.

## Une nouvelle avancée pour le Brésil sur les marchés africains

Pour Brasilia, l'accès au marché éthiopien est une opportunité de renforcer son poids dans l'approvisionnement en protéines animales en Afrique où l'industrie brésilienne joue déjà les premiers rôles.

D'après l'Association brésilienne des protéines animales (ABPA), le pays d'Amérique du Sud a par exemple expédié 965 699 tonnes de viandes de poulet à destination de 44 pays africains en 2024. Ce volume est en hausse de 18,25 % d'une année sur l'autre et signe une croissance de 74 % depuis 2020, confirmant la montée en puissance de l'origine brésilienne dans l'assiette des consommateurs africains.

Outre la viande de volaille, l'ABPA a déclaré avoir expédié 106 392 tonnes de viandes de porc à destination de 22 pays africains en 2024, 21 064 tonnes de viandes de dinde vers 20 pays ou encore 791 tonnes d'œufs à destination de 12 pays sur le continent. Dans ce contexte, l'ouverture du marché éthiopien apparaît comme un levier supplémentaire pour consolider cette présence.

# Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

## Eco P09

### PISCICULTURE

## Cameroun veut produire 25 000 tonnes de poisson pour desserrer l'étau des importations d'ici 2029

Financé à hauteur de 1,2 milliard de FCFA par la coopération japonaise, le Projet de promotion de la filière pisciculture continentale au Cameroun (Profip) ambitionne de porter la production à 25 000 tonnes d'ici 2029. Un objectif qui, sans combler le déficit national, s'inscrit dans la stratégie de réduction de la dépendance extérieure en produits halieutiques.

Le Cameroun veut renforcer sa production locale de poisson pour réduire sa dépendance aux importations. C'est l'un des objectifs assignés au Projet de promotion de la filière pisciculture continentale au Cameroun (Profip), financé par la coopération japonaise et présenté le 1er avril 2026 au ministre de l'Élevage, des Pêches et des Industries animales.

Selon une communication du ministère, les coopérants japonais ont indiqué que le projet vise, de manière globale, à accroître la production piscicole nationale de 10% par rapport à l'année précédente. À l'horizon 2029, date de clôture du programme, le Profip pourrait ainsi permettre d'atteindre une production de 25 000 tonnes de poisson.

Lenjeu est de taille. D'après les données du ministère, la consommation nationale de produits halieutiques a dépassé 476 000 tonnes en 2024. Or, 48% de ce volume provenait des importations. En clair, la production locale reste insuffisante pour couvrir la demande, avec un déficit estimé à environ 225 000 tonnes. Cette même année, le pays aurait consacré près de 95 milliards de FCFA à l'importation de produits ha-

lieutiques. Dans ce contexte, le Profip apparaît comme un instrument d'appui à la souveraineté alimentaire, même si son apport restera, à lui seul, loin de résorber le déficit national. Le projet vise surtout à structurer durablement la filière piscicole continentale, considérée comme l'un des relais possibles de la substitution aux importations. Pour y parvenir, environ 700 unités piscicoles devraient être structurées d'ici à la fin du projet. Le programme entend améliorer l'accès aux alevins, aux aliments de qualité et aux techniques d'élevage adaptées. Le ministère précise que cette montée en compétence reposera sur un dispositif de formation articulé autour de formateurs privés préalablement encadrés par le projet, avec pour ambition de diffuser de meilleures pratiques dans la filière.

Plus de 70% des participants devraient ainsi accéder à des techniques piscicoles appropriées.

Le volet formation prévoit au total 16 ateliers dans les quatre régions ciblées par le projet : le Centre, le Littoral, l'Ouest et le Sud. Quatre sessions sont programmées par région, pour 20 participants chacune, soit 320 bénéficiaires au total.

Lancé officiellement en juillet 2025, le Profip est financé à hauteur de 1,2 milliard de FCFA par la coopération japonaise. Au-delà de l'objectif de production, le projet traduit la volonté des pouvoirs publics de consolider une filière encore peu structurée, mais jugée stratégique pour contenir la facture des importations et améliorer, à terme, l'offre locale en poisson.

Agence

**agence  
ecofin**Le 10 avril 2026 - *Espoir Olodo* - Édité par *Wilfried ASSOGBA*

## Blé : les fonds spéculatifs misent sur une hausse des prix avec la crise au Moyen-Orient



**(Agence Ecofin) - Avec la crise au Moyen-Orient, les marchés agricoles retiennent leur souffle. La perturbation des flux mondiaux d'engrais attise les inquiétudes sur certaines denrées de base.**

Les prix du blé entreront-ils dans une spirale de hausse dans les prochaines semaines ? C'est en tout cas ce qu'espèrent plusieurs fonds spéculatifs opérant sur la Bourse de Chicago (Chicago Board of Trade-CBoT).

D'après les données de la Commodity Futures Trading Commission (CFTC) pour la semaine close le 31 mars, les positions longues sur les contrats à terme de blé (125 tonnes l'unité) ont bondi à 117 375 lots, leur plus haut niveau depuis six ans, tandis que les positions courtes reculaient à 108 734 lots.

Comme prendre une position longue revient à acheter un actif en anticipant une remontée des prix, cet appétit renouvelé des spéculateurs pour le blé signifie qu'ils parient désormais sur une hausse des cours dans les prochains mois.

Selon *Bloomberg*, cette perspective s'explique en partie par des conditions météorologiques défavorables, avec une sécheresse persistante dans les plaines américaines qui pourrait pénaliser les récoltes dans l'une des principales régions productrices du pays.

Les cours du blé ont grimpé jusqu'à 6,1 \$ le boisseau (25 kg) fin mars, frôlant ainsi leur plus haut niveau depuis octobre 2024, d'après les données de Trading Economics. Sur un autre plan, les fonds spéculatifs misent sur les effets de la crise des engrais liés à la guerre en Iran.

Le conflit qui entre dans sa 6<sup>ème</sup> semaine a déjà eu des effets sur le marché des engrais comme l'urée conduisant à un mouvement global de sécurisation des approvisionnements de fertilisants pour les cultures.

Du côté des observateurs, on reste encore mesurés face au pari à la hausse des prix. Et pour cause, côté fondamentaux, le marché du blé reste solide. Selon un communiqué de la FAO publié le 3 avril dernier, l'essentiel des ensemencements de blé pour 2026 a déjà été réalisé.

L'organisation prévoit une récolte mondiale d'environ 820 millions de tonnes en 2026, soit une baisse de 1,7 % sur un an, sous l'effet conjugué de prix moins attractifs et de conditions météorologiques défavorables dans l'Union européenne, en Russie et aux États-Unis, mais un niveau encore supérieur à la moyenne de ces 5 dernières années. Par ailleurs, les stocks mondiaux ont atteint leur plus haut niveau depuis 5 ans contribuant à limiter l'effet de l'escalade du conflit au Proche-Orient sur les prix. Ainsi entre le 28 février et le 1<sup>er</sup> avril, les prix du blé n'ont augmenté que de 4 %.